



## Déclaration préalable de la Cgt-Educ'Action

CTA du 20 janvier 2015

Contexte difficile pour ce CTA de janvier, pour y formuler les vœux traditionnels.

En 2015, la CGT fêtera ses 120 ans. Fière de ses racines, de son histoire et des luttes menées, la CGT souhaite que l'année 2015 soit porteuse, pour tous et toutes, de nouvelles conquêtes sociales et de solidarités.

Pourtant en ce début d'année, nous venons de vivre collectivement un drame.

Dans les premières heures qui ont suivi les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, la CGT a dénoncé ces actes inqualifiables et a appelé à participer à toutes les initiatives.

Dans ce contexte, les personnels de l'Education nationale se sont retrouvés en première ligne et se sont souvent sentis bien seuls, voire démunis pour pouvoir expliquer la valeur de la liberté d'expression et pour faire face aux dérapages de certains élèves.

Le cirque médiatique organisé lundi 12 janvier 2015 au ministère de l'Éducation nationale n'a donné lieu à aucune proposition concrète : la Ministre en étant réduite à demander, aux représentant-e-s des personnels, des parents d'élèves et des lycéen-nes, des idées et propositions d'action.

Evidemment, nous n'attendons pas des solutions simplistes et précipitées, mais nous espérons au moins une direction politique claire, qui dise que l'Ecole n'est pas responsable, que l'émancipation et la mixité sociale sont des marqueurs concrets pour une société plus démocratique.

L'annonce de la mise en ligne de la consultation sur les projets de programmes de l'enseignement moral et civique nous semble une réponse faible aux problèmes rencontrés par les collègues dans les établissements. De quels moyens administratifs, techniques et humains va se doter le ministère et quels outils seront mis à disposition des personnels pour leur permettre de lutter, au quotidien, contre le prosélytisme, la xénophobie, le racisme, le sexisme ou l'homophobie ?

Si l'ensemble des personnels a à cœur la réussite de tous les élèves et leur montre l'horizon de tous les possibles, que la formation ait été sous statut scolaire ou en apprentissage, les jeunes doivent pouvoir s'insérer dans la société.

Or la politique antisociale qui a été menée jusqu'à aujourd'hui n'est pas totalement étrangère à l'état de désespérance où se trouve une grande partie de la population. Les enfants sont aussi victimes de la précarité de leurs parents. Nous n'oublions pas que les établissements les plus en difficulté étaient en grève en décembre 2014 contre une réforme de l'Education Prioritaire qui prive de moyens de nombreux établissements : ce n'est pas vraiment une réforme qui va dans le sens d'aider les personnels face aux difficultés contre lesquelles ils luttent tous les jours.

Pour répondre aux besoins urgents, le ministère a utilisé des centaines de contractuels : nous demandons leur titularisation sans condition de concours ni de nationalité ! Pour reprendre un slogan actuel du ministère : « nous avons besoin d'eux ! »